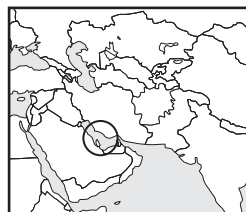


Prémises d'ouverture

SABIKA AL-NAJJAR



L'année 2001 a été marquée par le lancement de réformes politiques à Bahreïn, une première dans l'histoire moderne du pays. Toutefois, dans le secteur social et économique, aucun plan de développement n'a encore été établi et il n'y a pas de seuil de pauvreté clair. L'éradication de la pauvreté nécessitera une stratégie sociale viable qui comprenne un régime de sécurité sociale, un salaire minimum et la création d'emplois. Le chômage menace toujours la stabilité politique du pays.

L'année 2001 a été marquée par le lancement de réformes politiques à Bahreïn, une première dans l'histoire moderne du pays. Ces réformes pourraient être résumées comme suit:

- Abolition de la loi de sécurité publique, du tribunal de sécurité publique et de l'état d'urgence dans le pays.
- Libération de tous les prisonniers politiques.
- Retour des exilés politiques.
- Un certain niveau de liberté d'expression.
- Deux nouveaux journaux autorisés, l'un appartenant à un leader de l'opposition exilé, récemment revenu à Bahreïn.
- Promesse du retour de l'Assemblée nationale d'ici 2004.
- Etablissement de plus d'associations de la société civile autorisées, notamment des associations politiques dirigées par certains leaders d'opposition rentrés d'exil.

L'Emir a mis en place deux comités suprêmes. L'un est chargé d'activer la Charte nationale, qui a été acceptée par 98,4% de votes lors d'un référendum; l'autre a pour tâche de réexaminer les lois et les réglementations en vigueur et d'en élaborer de nouvelles. Une année s'est écoulée, à présent, mais le public n'a pas été informé des réalisations de ces deux comités.

Dans le secteur social et économique, le gouvernement a annoncé à plusieurs occasions son intention d'apporter des changements de fond visant à rehausser le niveau de vie et à créer un environnement propice aux investissements locaux et étrangers, afin de créer davantage d'emplois pour les nationaux. Il faudrait noter ici que le problème du chômage a été la principale cause des perturbations et de l'agitation politique des années 90. Néanmoins, il n'y a pas d'organe de planification au sein du gouvernement et le pays n'a jamais eu de plan de développement, chaque ministre ayant plutôt son plan spécifique à court terme. Nul doute que cette situation entrave les progrès du pays et entrave les efforts visant à faire une utilisation rationnelle des ressources financières et humaines.

Pas de seuil de pauvreté clair

Il est difficile de connaître le nombre de personnes démunies dans le pays, parce qu'il n'y a pas de seuil de pauvreté clair; en fait, les termes «personnes démunies» sont très souvent évités dans tous les documents officiels. Les termes «familles nécessiteuses» et/ou «personnes ayant de faibles revenus» sont utilisés à la place. En 1998, le Ministère du travail et des affaires sociales a affecté 3.696.807 BHD¹ (près de 1.393.696 de dollars US) à répartir entre environ 10.681 personnes et familles démunies. En outre, l'Emir a alloué des fonds à des veuves et à des orphelins nécessiteux, mais le montant exact n'est pas encore connu. A l'occasion de la Fête nationale qui tombe le 16 décembre, l'Emir a également décidé d'allouer aux familles démunies 30% du revenu d'un des principaux complexes commerciaux appartenant au gouvernement. Aucun mécanisme de répartition de ces fonds n'a été annoncé.

L'éradication de la pauvreté nécessitera une stratégie sociale viable qui comprenne un régime de sécurité sociale, un salaire minimum et la création d'emplois, et qui encourage davantage de gens – spécialement les femmes – à démarrer de petites entreprises. Il faudrait également fixer un seuil de pauvreté.

Chômage, bombe à retardement

Certains membres du Conseil consultatif ont estimé à 25.000 le nombre de Bahreïnités chômeurs en 2001, alors que le recensement de la population qui a eu lieu en avril de la même année estimait à 16.965 le nombre de chômeurs.

Le chômage a été la principale cause de l'agitation politique des années 90. Depuis lors, le Ministère du travail et des affaires sociales a déployé des efforts pour créer des emplois dans le secteur privé. Les succès ont été limités, et le chômage reste une bombe à retardement qui menace la sécurité du pays. En réponse, le gouvernement a décrété un plan ad hoc pour créer des emplois, former les jeunes dans des emplois vitaux sur le marché, et assurer aux chômeurs une aide financière pendant environ six mois.

Une stratégie viable pour résoudre le problème du chômage devrait comprendre les points suivants:

- Une étude du marché du travail et un système de recherche d'emplois.
- Une politique de salaire minimum.
- Un programme de formation qui réponde aux prescriptions du marché du travail.
- Une réforme du système de sécurité sociale pour les secteurs public et privé.
- Une attention spéciale aux femmes chercheuses d'emplois, qui sont la majorité des chômeurs.

¹ 1 dollar US = 0,377 dollars de Bahreïn



Intégration sociale

L'Emir avait promis de résoudre le problème des nationaux apatrides (ceux qui n'ont pas le passeport bahreïnite) avant fin décembre 2001. Plus de 8.000 personnes ont été naturalisées, parmi lesquelles de nombreux étrangers engagés dans l'armée et dans les forces de sécurité. La plupart étaient originaires du Yémen, de Syrie, de Jordanie, du Soudan, du Pakistan et du Balouchistan.

Le recrutement de Chiites dans l'armée et dans les forces de sécurité fait toujours l'objet de restrictions. En outre, selon des règles non publiées, il est interdit aux citoyens de posséder des biens ou des logements dans certaines villes telles que Riffaa, où réside la majeure partie des membres de la famille royale, à moins d'obtenir la permission de la Cour de l'Emir. La Société des droits humains de Bahreïn considère cette situation comme une violation des droits humains et appelle à ce qu'il y soit mis un terme.

Droit de vote pour les femmes en 2001

Le Ministère du travail et des affaires sociales est chargé des affaires féminines au sein du gouvernement. Le Ministère n'a pas de plan national pour mettre en œuvre les plans d'action de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes ou du Sommet social. Récemment, le Conseil consultatif et le Cabinet ministériel ont convenu en principe de signer la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes.

Les femmes pâtissent de l'absence de code de la famille civil. Leurs droits dans le mariage, le divorce, et la garde des enfants sont fréquemment violés. En outre, elles n'ont pas le droit de bénéficier du plan de logement de l'Etat, sauf en cas de divorce ou de décès du mari, et seulement avec de difficulté. Dans les cas où une femme épouse un étranger, ni son mari, ni ses enfants ne peuvent obtenir la nationalité bahreïnite. Les femmes subissent également la discrimination dans l'emploi, les salaires et l'inscription à l'Université de Bahreïn.

Les femmes ont le droit de vote depuis 2001 et on s'attend à ce qu'elles participent aux élections des Conseils municipaux et de l'Assemblée nationale. Le poste le plus élevé dans le gouvernement occupé par une femme est celui de sous-secrétaire adjointe.

En octobre 2001, l'Emir a ordonné l'établissement d'un Conseil suprême pour les femmes, en vue d'élaborer un plan d'action pour promouvoir la condition féminine. Le Conseil sera chargé de surveiller l'évolution des femmes dans les secteurs public et privé et de proposer des changements dans les lois et les réglementations. En plus du Conseil, une Union des femmes sera établie au début de l'an prochain.

Dépenses sociales, santé et éducation

Les dépenses sociales en 2000 se sont élevées à 26,6% du total des dépenses publiques. Aucun chiffre n'a été publié concernant les dépenses de l'armée et des forces de sécurité, mais on estime qu'elles absorbent une grande partie du budget de l'Etat.

L'enseignement n'est pas obligatoire mais il est gratuit jusqu'au niveau secondaire. Pour cette raison, le taux d'inscription dans les écoles tant pour les filles que pour les garçons est presque identique. Le système éducatif doit être réformé pour répondre aux prescriptions du marché du travail. Les programmes scolaires devraient être revus pour supprimer les stéréotypes négatifs sur les femmes et des principes tels que les droits humains et l'équité de genre devraient y être introduits. La technologie moderne doit être appliquée à tous les niveaux d'enseignement.

Les frais universitaires ont connu une baisse significative. Ceci a permis à des étudiants de familles à faible revenu de poursuivre l'enseignement supérieur. Deux nouveaux collèges sont en cours de construction: l'un pour le droit et l'autre sera réservé aux filles. On s'attend à ce que ce second collège encourage l'inscription des jeunes filles d'Arabie saoudite, et d'autres pays du Golfe, ainsi que des jeunes filles des familles conservatrices de Bahreïn. Par contre, l'établissement d'un collège réservé aux filles renforcera la ségrégation sociale entre les sexes et privera les femmes de certaines spécialisations universitaires. Les collèges de femmes se limitent normalement à des études traditionnelles qui, bien que moins nécessaires sur le marché du travail, sont considérées comme les plus appropriées pour les filles. Les diplômées des collèges féminins pourraient donc avoir moins d'opportunités d'emploi.

Le taux d'analphabétisme était de 12,3% en 2001. Le gouvernement n'a pas été en mesure d'éradiquer l'analphabétisme dès 2000, comme il l'avait annoncé à diverses occasions. La naturalisation de milliers d'étrangers analphabètes ou non-arabophones a été le principal facteur qui explique cet échec.

Société civile

Les partis politiques sont toujours interdits à Bahreïn. L'Emir a toutefois fait savoir qu'il ne s'opposera pas à la formation de partis politiques si la prochaine Assemblée nationale en convient.

Depuis son accession au pouvoir, l'Emir a garanti la démocratie et une marge de liberté. Toutes les organisations politiques d'opposition qui opéraient en exil ont mis en place leurs associations politiques pour se préparer en vue des futures élections, en attendant le jour où le gouvernement leur permettra de former des partis politiques. Des centaines de nouvelles associations civiles ont été établies: associations de femmes, fonds caritatifs, une association pour la transparence, la Bahrain Human Rights Society et d'autres. Les lois régissant l'établissement et les activités des sociétés civiles sont encore en cours de révision par un comité spécial. On s'attend à ce que ces lois donnent une certaine marge de liberté de mouvement aux sociétés civiles et les habilitent à être des partenaires effectifs pour le développement social. ■

Bahrain Human Rights Society
<sbakama@bateco.com.bh>